



CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des Travailleurs·euses de l'éducation

n°265, janvier 2023

**Prochain
Classes-En-Lutte
Février 2023**

CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT
des Travailleurs-euses de
l'Éducation n°265, janvier
2023

La Mauvaise Herbe

la revue de la Cnt-Éducation
Abonnez-vous !

Bulletin dans la rubrique
dédiée

sur le site www.cnt-f.org/fte



Préavis de grève

La CNT éducation dépose
chaque semaine des préavis
de grève pour soutenir les
mobilisations des personnels.
Ces préavis couvrent tous les
personnels au niveau local
comme national.

Ces préavis peuvent servir à
défendre des élèves menacés
d'expulsion pour défaut de
papiers.

Pour nous contacter :
07 82 14 98 31

Travailler plus longtemps, c'est mort ! La CNT appelle à rejoindre massivement la grève du 19 janvier et à construire un mouvement durable et déterminé pour gagner !

Macron, Borne et consorts passent leur temps à nous mener en bateau en disant que pour sauver nos retraites, il faudrait travailler plus longtemps. À chaque réforme régressive, les arguments sont les mêmes. Équilibre des comptes, pragmatisme, justice sociale, défense du système par répartition : rien n'est vrai dans la propagande gouvernementale. Le pouvoir Macroniste déteste la justice sociale, la solidarité, la classe ouvrière et quand il brandit la « valeur travail » c'est pour faire travailler les autres et exonérer la bourgeoisie de toute contribution à l'effort collectif. Entendre parler de nos retraites uniquement sous l'angle des considérations comptables et de jargon technocratique est insupportable, c'est aussi une méthode de diversion pour éviter que nous nous mêlions de nos propres affaires. Car s'en prendre à nos retraites ou au financement des services publics en baissant les « charges sociales » ou « le coût du travail », c'est s'en prendre à nos salaires, à nos droits, chacun·e le sait désormais.

Nous ne sommes pas des variables comptables ni des stocks de main d'œuvre corvéables à merci. Lorsque nous parlons de nos retraites nous voulons parler de notre santé, de nos vies, de notre travail, de notre bien-être.

Travailler plus longtemps, c'est impossible à supporter physiquement et moralement. Le travail est usant. Alors qui pourra tenir plus longtemps ? Personne ! Et qui veut travailler plus longtemps ? Personne !

Les patrons l'ont bien compris : ils n'embauchent pas ou peu de senior.es, voire en virent une bonne partie. Les sénior.e.s sont de plus en plus nombreuses et nombreux à être au chômage ou à toucher le minimum vieillesse en attendant d'obtenir une retraite méritée. Reculer l'âge de départ à la retraite à 64 ou 65 ans, c'est augmenter la misère des ainé.e.s que nous deviendrons toutes et tous, à moins de mourir avant (près d'un quart des plus pauvres n'atteint pas 65 ans) !

Ce n'est pas nos retraites que Macron et ses sbires veulent sauver mais les profits des entreprises et les dividendes des actionnaires !

Depuis le début de son 1er mandat, Macron n'a eu de cesse de faire des cadeaux aux riches capitalistes en supprimant l'ISF, en mettant en place la flat tax, en baissant les impôts des entreprises au nom de la « compétitivité » (plusieurs dizaines de milliards), etc, tout en nous les faisant payer par ailleurs en sabrant dans les services publics et les solidarités collectives (sécurité sociale, assurance chômage, retraites, cotisations sociales). Les dividendes versés aux actionnaires sont autant d'argent non versé aux salarié.e.s et aux caisses de cotisations sociales.

Tout cela coûte de l'argent, que Macron voudrait prendre sur nos retraites, donc nous faire travailler plus longtemps pour financer ses cadeaux.

La Retraite est un choix politique de partage des richesses, de justice sociale, de conditions de travail. La CNT revendique :

- ★ La hausse des pensions
- ★ La hausse des salaires pour faire face à l'inflation et financer nos retraites grâce aux cotisations
- ★ L'abaissement de l'âge légal de départ à la retraite pour profiter de la vie
- ★ La fin des exonérations de cotisations sociales pour le patronat.
- ★ La gestion des caisses de solidarité et de protection sociale par les travailleuses et les travailleurs organisé·e·s.

Ne laissons pas les capitalistes diriger nos vies.

C'est nous qui cotisons, c'est nous qui décidons !

La CNT éducation appelle l'ensemble du personnel de l'Éducation nationale à se réunir en assemblée générale pour décider des modalités de la grève et organiser sa reconduction pour obtenir l'abandon de ce projet de loi et l'amélioration pour toutes et tous de nos salaires et de nos retraites.

La CNT éducation soutient toutes les initiatives pour mettre en place des caisses de grève, car la solidarité est l'arme la plus efficace pour que les précaires (qui sont aussi les « essentiel·les ») rejoignent le combat.

2023 : Une bonne résolution? Une bonne révolution!

Nouvelle rentrée, nouvelle année, et le cartable est de plus en plus lourd à porter pour les collègues et nos élèves des classes populaires. [Les conditions de vie et de travail sont plombées par l'austérité capitaliste et l'inflation.](#)

L'inflation des prix de l'alimentation et de l'énergie a flingué le réveillon des pauvres et les « classes moyennes » (dont nous sommes) les rejoignent inexorablement. La preuve, le ministère claironne une hausse du budget de l'éducation de 6,5 % pour 2023 pour nous convaincre du volontarisme du gouvernement en direction du service public d'éducation. Cette « hausse » est inférieure à l'inflation, elle ne permettra même pas de couvrir les promesses de 10 % d'augmentation des traitements qui ne concernaient, déjà, que les débuts de carrières. Pour achever l'espoir, le ministère prévoit 1 500 suppressions de postes pour la rentrée prochaine en se planquant derrière des arguments démographiques. Bizarrement, nous n'avons pas remarqué que nos effectifs de classes s'étaient allégés et que les remplaçant·es se bousculaient pour permettre une vraie continuité du service.

Meilleurs vœux et bons baisers du ministère !

Les « nouvelles missions » qui vont nous être imposées dans le cadre du « nouveau pacte », les primes sélectives pour diviser les personnels et l'évaluation permanente des écoles, des établissements et des élèves seront, en revanche, bien au rendez-vous. Alors que les

profs des écoles sont clairement ceux qui font le plus d'heures et dont [les classes sont les plus chargées des pays de l'OCDE](#) (avec une des rémunérations les plus faibles), c'est celles et ceux-là que le ministre « propose » de travailler plus pour gagner des miettes en allant faire deux heures supplémentaires au collège par semaine en maths et en français. Si Blanquer était dans le mépris, Ndiaye nage en pleine science-fiction. Quand un décret permet désormais aux profs de faire chauffeur de bus pour compléter leurs salaires, on sombre dans le tragi-comique.

Réforme de la voie pro : faire bosser des enfants gratuitement?

Plus grave, [la réforme de la voie professionnelle](#) va être [mise en place surnoisement](#) selon la bonne vieille méthode de la « phase expérimentale » qui sera bien vite « généralisée » après une petite année de mise en œuvre dans quelques établissements cette année.

Outre la vente à la découpe des lycées pros et des collègues qui y bossent, cette réforme ne propose rien de moins que de rétablir le travail des enfants et de les faire bosser gratos.

La CNT exagère avec ses propos irresponsables comme d'habitude? Dans les faits, il y aura des jeunes femmes de 16 ans en apprentissage d'esthéticienne qui épileront le sillon inter-fessier de quelques vieux bourgeois un peu coquets. On pourra aussi avoir des jeunes en stage dans un Ehpad qui douchent les « seniors » mais, promis, pas de retour au 19e siècle puisque les mines de charbon sont fermées en France. Une chance !

Sinon, il aurait fallu trouver un ministre pour nous expliquer que l'innovation pédagogique passait par le fait de renvoyer des gosses pousser des wagonnets à 200 m sous terre.

Pour soutenir ce transfert pragmatique de compétences entre l'Éducation nationale et la formation bâclée sous l'égide du Medef vers les « métiers en tension », le gouvernement prendra en charge les coûts de formation pour les employeurs. Ces situations existent déjà mais le « travail sur poste » sera généralisé dans la voie pro. C'est donc le retour du travail gratuit des enfants, si on daigne appeler les choses par leur nom.

Ces jeunes entreront en concurrence avec les autres salarié·es. Voilà qui garantit de faibles rémunérations pour les salarié·es et un faible « coût du travail » concurrentiel pour les patrons.

Les mécontent·es pourront toujours aller pointer au chômage.

La guerre aux pauvres s'intensifie et elle commence à l'école

Le nombre d'inscrit·es à Pôle emploi reste toujours supérieur à 6 millions de personnes, soit 20 % de la population active. Le gouvernement, lui, annonce « 7 % de chômeurs », indemnise 36 % des inscrit·es (contre 51 % il y a 15 ans) et vante sa politique de « plein emploi ».

La dernière réforme de l'assurance chômage permettra de faire baisser encore les droits de 800 000 chômeur·ses en les condamnant, tranquillement, à la misère économique.

Nous accueillerons donc toujours plus d'enfants de pauvres dans nos classes avec les conséquences sur leur santé, leur travail et le climat de classe que l'on connaît trop bien. La contractualisation des moyens avec la réforme des Rep, via les « contrats locaux d'accompagnement » (Cla) propose encore de mettre en concurrence les écoles dans une course aux moyens « sur dossier » en lieu et place de l'octroi de moyens systématiques pour les secteurs les plus difficiles.

Les effets des réformes Blanquer sont désormais tout à fait mesurables (évaluations nationales, dédoublements...). La hiérarchie adore les évaluations sauf quand il s'agit de juger de ses propres « performances ». La réforme du lycée est un fiasco documenté et on a peu su que les niveaux des élèves entrant en 6e (ayant bénéficié des dédoublements en primaire) **ont chuté** ou que les inégalités entre les élèves

d'éducation prioritaire et les autres se sont au moins maintenues. L'école est donc toujours aussi dure avec les pauvres. Il se trouve que la Dgesco fait mentir les chiffres pour dire le contraire, évidemment. Et il se trouve que [Jean-Michel Diaye fait du Pap N'Blanquer](#) avec un très original BO du 12 janvier 2023 qui bégaie un « retour aux fondamentaux » (brandit depuis 2006), le pilotage vertical des pratiques pédagogiques par la hiérarchie (directeur inclus) avec évaluations nationales partout (y compris en CM1 désormais), une entrée dans le tunnel math français dès la maternelle, de la fluence de lecture chronomètre en main, et le rereretour de la dictée-calcul mental... plus ça foire, plus on continue. Ah et sinon, Brigitte Macron est favorable à l'uniforme à l'école.

Pénurie de moyens rime donc avec mise en concurrence, productivité rime avec burn out, management rime avec contrainte, communication avec mensonge, et pour 2023 ?

Les projets du ministre pour l'école : égalité des droits ou égalité des chances ?

C'est avec cette conscience claire de la situation qu'il fallait lire la tribune de Pap Ndiaye du 22 décembre dans la presse. En effet, juste avant la dinde, [notre ministre a livré sa feuille de route pour la réforme](#) (encore une) du système éducatif. En se plaçant dans les pas de Jean Zay, martyr de la République, le ministre cherche la quadrature du cercle entre une école « efficace » pour nourrir le système économique en besoin de main d'œuvre et « humaniste » pour garantir la cohésion de la nation grâce à l'éducation à la citoyenneté. Jean Zay n'aimait pas les révolutionnaires, il pensait que les valeurs de la république étaient compatibles avec un système économique capitaliste basé, par nature, sur la compétition et l'inégalité. Si les mots de Pap Ndiaye sont ceux d'un humaniste, ses actions s'inscrivent dans les pas d'un Blanquer.

Dans sa tribune, le ministre reconnaît la baisse du niveau, le creusement des inégalités qui alimente la défiance des classes populaires vis-à-vis de l'institution et l'effondrement du nombre de candidat·es aux concours de recrutement d'enseignant·es. Mais il s'inscrit dans le projet macroniste en invoquant « l'école inclusive » avec un silence total sur le statut et le salaire des AESH, la refonte sans moyen de l'éducation prioritaire, les nouvelles tâches demandées aux enseignant·es (déjà surmené·es), [la poursuite du pilotage par les chiffres](#), le management libéral

et ses effets hautement délétères et la réaffirmation de « l'égalité des chances ».

Depuis sa nomination, son ambition pour l'école publique tient dans cette réalisation de « l'égalité des chances » ce qui relève d'un choix de société diamétralement opposé à la poursuite de l'égalité. L'égalité repose sur des droits, non sur des « chances ». L'égalité que nous poursuivons ne peut se construire que sur la conquête de l'égalité économique et sociale, en se plaçant dans une optique collective et égalitaire. **Au contraire, revendiquer une chance, c'est se placer dans une optique individualiste et concurrentielle.**

L'école capitaliste ne sera jamais égalitaire, il n'y a pas de capitalisme humaniste et écolo

Aussi, l'accélération des politiques d'austérité « quoi qu'il en coûte » favorise la classe dominante qui n'en finit pas d'accaparer les richesses pour se vautrer dans l'obscénité consumériste quand les files d'attente d'étudiant·es, de chômeur·ses, de travailleur·ses pauvres se rallongent pour la soupe populaire.

Quand les inégalités divisent le corps social de façon aussi caricaturale, aucune cure « d'instruction civique » ne peut espérer colmater la « cohésion nationale » autour d'une communauté démocratique.

L'école ne peut pas voguer sereinement sur cet océan de misère et imaginer retrouver un fonctionnement normal grâce à quelques réformes et quelques primes pour les personnels. Les enseignant·es vont devoir se battre aux côtés de toute la classe ouvrière pour imposer d'autres choix politiques et économiques. C'est inévitable.

« Agir de manière éthique et responsable »... c'est se battre et désobéir !

C'est ce que font, par exemple, certain·es enseignant·es qui soutiennent activement les récentes **occupations d'écoles** pour mettre quelques-uns des 42 000 enfants sans toit à l'abri avec leurs familles. Pendant que les élus font des discours et que notre hiérarchie intimide nos collègues, elles et ils agissent aux côtés des parents d'élèves mobilisé·es. Ces collègues sont l'honneur de la profession. De la combativité, il en faudra surtout pour contrer l'ignoble réforme

des retraites que le gouvernement nous a présenté le 10 janvier et qui nous propose soit de vieillir pauvre, soit de crever au boulot, **notamment si vous êtes une femme**. La CNT espère une grève massive le 19 janvier. Surtout, la CNT réaffirme qu'il faudra fermer les écoles lors d'une **grève déterminée**, c'est-à-dire reconductible, et participer au blocage du pays car seul le rapport de force frontal et assumé pourra, à nouveau, repousser cette nouvelle attaque régressive contre nos droits fondamentaux.

Les gardiens du temple ne veillent que sur des ruines

En face, lors des dernières élections professionnelles, on a encore vu des organisations syndicales faire miroiter des améliorations aux personnels en leur promettant qu'une fois élues, elles s'occuperaient de tout et que la grève et la lutte étaient à ranger au rayon des antiquités. Les collègues qui pensent que le modèle clientéliste de l'accompagnement personnalisé de leurs petits plans de carrières, les négociations de quelques primes au ministère et la constitution de recours juridiques sont l'avenir du syndicalisme, se bercent d'illusions et affaiblissent la combativité de toute la profession. Le temps de la cogestion social-démocrate est révolu, parce que les gouvernements capitalistes libéraux ont tourné cette page depuis 20 ans.

Le temps de la négociation est révolu parce que le pouvoir économique et politique ne négocie plus rien, il préfère imposer. Ce pouvoir ne fait même plus semblant de discuter, puisque, dans la lutte de classe, il ne s'agit pas de divergence de points de vue, mais de divergence d'intérêts.

Si Pap Ndiaye avait voulu rompre avec l'arbitraire, il n'aurait pas laissé muter **Kai Terada**, il aurait réintégré **Hélène Careil**, les **collègues de l'école Pasteur** de Saint-Denis et les autres !

La CNT éducation abordera donc cette nouvelle année, comme les précédentes, aux côtés des élèves, des familles, des collègues, de notre camp social avec, bien en face, nos ennemis de classe et avec, dans le cœur, un monde nouveau. Bonne année révolutionnaire !

